

La France va financer un Institut supérieur de Police au Burundi

PANA, 17/02/2009 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement français va débiter une enveloppe de près d'un million d'euros pour financer la construction d'un Institut supérieur de police (ISP) au Burundi, a-t-on appris mardi de source diplomatique à Bujumbura, lors de la pose de la première pierre de l'établissement, sous la présidence du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza en présence de l'ambassadeur de France au Burundi, Joël Louvet. L'institut, qui sera doté d'une bibliothèque, d'un espace Internet et d'un centre omnisports sur une superficie de 4 hectares, sera situé à Mitakataka, une zone de la périphérie nord-ouest de la capitale burundaise.

Le Burundi ne disposait jusque-là que d'une simple Ecole nationale de Police (ENAPO) et le président Nkurunziza espère un apport substantiel de l'ISP pour promouvoir une solide formation de nouveaux officiers de Police plus compétents et en nombre suffisant. "Notre principal objectif est de créer une Police faite de professionnels, de gens intellectuellement et techniquement capables, respectueux de la loi et entièrement gagnés à la cause de la population", a-t-il souligné en substance. "Les criminels ne cessent aujourd'hui de raffiner leurs stratégies pour commettre des forfaits et la Police se doit d'être imaginative pour contrecarrer ces plans avant que les auteurs de troubles ne passent à l'action", a enchaîné le président Nkurunziza. D'un autre côté, "la Police nationale doit se mettre au diapason des autres corps de défense et de sécurité de la région, surtout que nous sommes entrés dans la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est (CEA) et même servir de modèle", a conclu le chef de l'Etat burundais. Pour sa part, l'ambassadeur de France a exprimé, une "ferme conviction que le Burundi disposera sous peu de la plupart des instruments requis pour mieux faire face aux immenses défis qui l'attendent encore dans le domaine de la sécurité". Le diplomate français a cité, entre autre, le défi de l'organisation des secondes élections générales post-conflit de 2010 dans le calme et la sécurité. "Les élections sont, en effet, un moment essentiel de la vie démocratique d'un pays et leur bon déroulement conditionne, ici comme ailleurs, la stabilité de la société tout entière", s'est-il laissé convaincre, avant d'ajouter que la Police nationale du Burundi "aura, bien évidemment, un rôle essentiel à jouer durant la période électorale et l'on attend d'elle beaucoup d'elle". Un récent sondage d'opinion du Centre d'alerte et de prévention des conflits (CENAP, ONG locale) fait ressortir que seulement 51% de la population burundaise disent avoir confiance dans la nouvelle Police nationale du Burundi (PNB) issue de la fusion entre les ex- combattants rebelles et gouvernementaux ayant pris une part active dans la décennie écoulée de guerre civile. L'autre moitié des citoyens burundais, n'ayant pas du tout confiance dans la PNB, lui reproche, entre autres manquements, sa brutalité, l'indiscipline et la délinquance facilitées par la difficulté de leur identification, d'après toujours le CENAP. Au sujet de l'identification des forces de l'ordre, un recensement est en cours depuis deux mois et les résultats provisoires faisaient état, mardi, d'un effectif de près de 17.000 femmes-hommes de la PNB aujourd'hui en activité. Des cartes de services et badges sont en commande et seront distribués à chaque agent de l'ordre pour faciliter son identification sur la voie publique par la population intéressée, a fait savoir le responsable du recensement, le colonel Hermenégilde Harimenshi.